



July 6, 2005

VIA TELECOPIER 770-6070

Native Alliance of Quebec  
21 Brodeur Street  
Gatineau, Quebec  
J8Y 2P6

Dear NAQ Board Members:

The majority of the National Board members of the Congress of Aboriginal Peoples have been concerned about time consuming issues and accusations which are internal to the NAQ being brought to the National board table by your Grand Chief, Guillaume Carle.

These CAP Board of Directors have, during the course of the last couple of meetings, expressed concern that far too much time was being eaten up on NAQ's issues which are before the court and which the CAP Board has no power to resolve. This has been taking up valuable time that might otherwise be spent on important national issues of prime concern to the entire board.

While there is an interest in the business of each member PTO affiliated with CAP, the national board when it meets must remain focussed on the federal and provincial governments and their agendas with respect to Aboriginal people. It is the only way important matters that impact upon all off-reserve Aboriginal people across Canada Are not being overlooked. Thus the following motion:

*That the CAP Executive prepare and submit a letter to the NAQ Executive and Board of Directors stating that the actions of the current NAQ Chief and President during CAP Board meetings will no longer be tolerated at any future meetings of the Board;*

*Furthermore, the CAP Board of Directors will no longer accept to hear any discussion, directly or indirectly, which pertains to the internal issues currently experienced by the NAQ;*

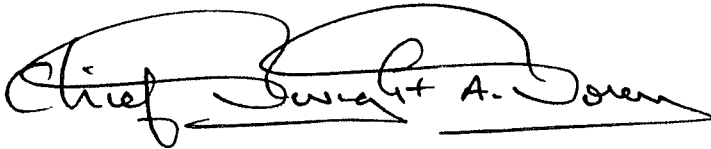
*Let it be known that the NAQ chief and President stated at the last CAP Board of Directors' meeting that he did not believe the NAQ would be in a position to fulfill its contractual obligations on the Post-Powley Implementation process before July 31, 2005 (as per the CAP/NAQ contract);*

*Let it be known that the CAP Board of directors value the contributions of the Native Alliance of Quebec to its national agenda and wish to note that CAP and NAQ have had a strong relationship for nearly 34 years, but the actions of the current Chief and President of the NAQ have recently hindered progress at the national level;*

*Therefore, unless the actions of the current Chief and President of the Native Alliance of Quebec follow the well-established procedural guidelines of conducting business of the Congress of Aboriginal Peoples, CAP will have no other option but to seek immediate remedial measures.*

We trust you will seek to ensure that this matter is resolved.

Welal'in

A handwritten signature in black ink, appearing to read "Chief Dwight A. Dorey". The signature is stylized with a large, sweeping initial "C" and "D".

Dwight A. Dorey, M.A.  
National Chief

(translation attached)

cc: CAP Board of Directors

# COPY

Le 6 juillet 2005

PAR TÉLÉCOPIEUR : (819) 770-6070

Alliance autochtone du Québec inc.  
21, rue Brodeur  
Gatineau, Québec  
J8Y 2P6

Chers membres du Conseil d'administration de l'AAQ,

La majorité des membres du Conseil d'administration national du Congrès des Peuples autochtones (CPA) ont exprimé des inquiétudes quant à des questions et à des accusations, internes à l'AAQ, qui ont été présentées au Conseil d'administration national par votre grand chef, Guillaume Carle.

Ces conseils d'administration du CPA ont exprimé, au cours des dernières réunions, des inquiétudes relativement au fait qu'on passait trop de temps sur des questions de l'AAQ qui sont actuellement devant les tribunaux et dont le Conseil d'administration du CPA n'a pas le pouvoir de résoudre. Ces questions ont grugé du temps précieux qui aurait pu être autrement utilisé pour résoudre des questions nationales de premier ordre pour tout le conseil d'administration.

Le Conseil d'administration national doit, lors de ses rencontres, se concentrer sur les gouvernements fédéral et provinciaux et leurs programmes en matière d'Autochtones, bien qu'il existe un intérêt relativement aux affaires de chaque membre d'OPT qui est affilié au CPA. C'est le seul moyen dont nous disposons de ne pas négliger les questions importantes qui peuvent avoir des conséquences sur les Autochtones vivant hors réserve à travers le Canada. Ainsi, on propose par la motion suivante :

*Que le directeur du CPA prépare et envoie une lettre au Conseil d'administration et au directeur de l'AAQ stipulant que les actions du président et chef actuel de l'AAQ, durant les réunions du conseil d'administration du CPA, ne seront plus tolérées lors des prochaines réunions du Conseil d'administration;*

*De plus, les Conseils d'administration du CPA n'accepteront plus d'entendre toute discussion qui a trait directement ou indirectement à des questions internes actuelles de l'AAQ;*

*Soyez avisé que le chef et président de l'AAQ a annoncé, lors de la dernière réunion des conseils d'administration du CPA, qu'il ne croyait pas que l'AAQ*



→ serait en mesure de s'acquitter de ses obligations contractuelles suivant le processus de la mise en œuvre Powley avant le 31 juillet 2005 (en vertu du contrat du CPA et de l'AAQ);

→ Soyez avisé que les Conseils d'administration du CPA apprécient la contribution qu'apporte l'Alliance autochtone du Québec Inc. à son programme national et désire faire remarquer que le CPA et l'AAQ ont une relation solide depuis près de trente-quatre ans, mais que les actions du président et chef actuel de l'AAQ ont récemment gêner les progrès au niveau national;

→ Enfin, à moins que le chef et président actuel de l'Alliance autochtone du Québec Inc. ne suive les lignes directrices reconnues de procédures relativement aux activités du Congrès des Peuples autochtones, le CPA n'aura d'autre choix que de mettre en œuvre des mesures correctrices immédiates.

Nous osons espérer que vous résoudrez cette situation.

Veillez agréer, chers membres du Conseil d'administration de l'AAQ, l'expression de nos sentiments les meilleurs.

Dwight A. Dorey, M.A.  
Chef national

(traduction ci-jointe)

cc : Conseils d'administration du CPA